

DIRECTION
DE LA
COMPTABILITE PUBLIQUE

BUREAUX C 3 - B 2

Numéros dans les séries spéciales :
1686 TM — 210 BA

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :
n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction
n° du

REMUNERATION DES PERSONNELS CIVILS
ET MILITAIRES DE L'ETAT

MESURES ENTRANT EN VIGUEUR LE 1^{er} FEVRIER 1968

DOCUMENT A ANNOTER

Néant.

En application de l'article 1^{er} du décret n° 68-198 du 27 février 1968 portant majoration des rémunérations des personnels civils et militaires de l'Etat (J. O. du 29 février, p. 2179), le traitement annuel afférent à l'indice 100, et soumis aux retenues pour pensions, est fixé à 4.957 F à compter du 1^{er} février 1968.

A cette occasion, la Direction des Journaux officiels a procédé au tirage d'une nouvelle édition (la 42^e) de la brochure n° 1014 établie par la Direction générale de l'Administration et de la Fonction publique et comprenant, notamment, les barèmes

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	PGS	TPG	DOM	ES	DS	SIA
PAA	PGM	PGT	TAC	PGA	BA	EPA

INSTRUCTION
N° 68-33-B 1
du
12 mars 1968.

— 2 —

détaillés des traitements, soldes et indemnités résidentielles à servir à partir du 1^{er} février 1968. Elle reprend également :

- le montant du supplément familial de traitement calculé conformément aux dispositions du décret n° 62-1303 du 9 novembre 1962 modifié, avec effet du 1^{er} janvier 1967, par le décret n° 67-697 du 12 août 1967 ;
- le barème des diverses allocations dues au titre des prestations familiales, à compter du 1^{er} février 1968 par application du décret n° 68-150 du 16 février 1968 (*Journal officiel* du 17, p. 1785).

Par ailleurs, ce document comporte un tableau faisant apparaître, pour chaque indice nouveau compris entre 100 et 297, le montant des indemnités horaires pour travaux supplémentaires qui pourront être allouées à compter du 1^{er} février 1968.

*
* *

En ce qui concerne les Services extérieurs du Trésor, aucune demande spéciale de crédits ne devra être adressée à la Direction à la suite des mesures prévues à compter du 1^{er} février 1968. Les dépenses correspondantes seront imputées sur les **crédits provisionnels** à la disposition des Trésoriers-Payeurs Généraux, et la régularisation interviendra à l'occasion de la prochaine demande de crédits.

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique :

Le Sous-Directeur,
P. PÉPIN.